



Les commerçants, soutiens majeurs de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle, portent un jugement sévère sur le bilan de son action et réclament plus de considération de la part du gouvernement et des collectivités

- Alors que 47% des commerçants ont voté pour lui lors de la Présidentielle, ils sont 54% à se déclarer insatisfaits de la politique générale menée par Nicolas Sarkozy près de 3 ans après son élection
- Malgré leur poids économique et social, 75% des commerçants (1 million de personnes en France) se sentent déconsidérés par les politiques et portent un regard négatif sur l'activité commerciale dans leur région
- Pourtant, 80% des Français plébiscitent les commerces de proximité comme des acteurs forts du lien social, de la qualité de vie et de l'emploi

Paris, le 1^{er} mars 2010 – Médicis, la mutuelle retraite des professionnels indépendants, dévoile aujourd'hui les résultats de la sixième vague d'enquête de « L'observatoire des commerces » réalisée par l'Ifop auprès des commerçants et du grand public.

54% des commerçants interrogés portent un regard très critique sur l'action générale conduite par Nicolas Sarkozy

Les commerçants jugent insatisfaisante la politique en général du chef de l'Etat (54%), sa politique économique (57%) et plus encore sa politique en direction des commerçants (68%).

En revanche, ils approuvent la plupart des actions individuelles mises en place par le gouvernement depuis le début du quinquennat pour relancer l'économie.

Les mesures relatives à la baisse des charges et de la pression fiscale rencontrent un écho très favorable, sans pour autant assécher les attentes spontanément évoquées par les commerçants.

Ainsi, 90% des interviewés approuvent le dispositif « zéro charge », 82% la défiscalisation des heures supplémentaires, 73% la suppression de la taxe professionnelle et 72% la mise en place de la TVA à 5,5% dans la restauration. Dans une moindre mesure, 68% des personnes interrogées estiment que la création du statut d'auto-entrepreneur est une bonne chose et 59% pour ce qui est du bouclier fiscal.

Le futur projet de loi sur l'interdiction de la saisie des biens personnels des artisans commerçants en cas de faillite constitue également un point de consensus fort.

Seul bémol, 53% des commerçants se prononcent contre l'assouplissement de la réglementation sur l'ouverture des magasins le dimanche.

Par conséquent, la critique de la politique générale du Chef de l'Etat s'accompagne d'une approbation forte des différentes mesures qui la constituent. Ce paradoxe s'explique sans doute par le fort sentiment de déception et de désillusion ressenti par les commerçants à l'encontre de Nicolas Sarkozy, de son style, de sa personnalité alors même qu'ils lui avaient massivement apporté leur soutien dès le premier tour de l'élection présidentielle en 2007 (47% contre 31% pour l'ensemble des Français).



Les conseils régionaux montrés du doigt

52% des commerçants interrogés portent un jugement négatif sur le bilan du Conseil régional à destination des commerces. Cette tendance reste la même qu'elle que soit le type d'agglomération (communes rurales, communes urbaines de province et agglomération parisienne) démontrant une insatisfaction générale.

De plus, 70% des commerçants interrogés déclarent que la situation du commerce de leur région est en déclin (contre 27% seulement qui estiment qu'elle est en expansion). En février 2008, à quelques mois des élections municipales, le constat était plus positif : 38% des commerçants considéraient le commerce municipal en expansion.

Globalement 75% des commerçants ont le sentiment d'être laissés pour compte par les pouvoirs publics

Bien que plébiscités par 80% des Français, les commerçants pensent majoritairement ne pas bénéficier d'une juste reconnaissance des pouvoirs publics.

Ils sont en effet 62% à estimer que le gouvernement et les collectivités n'ont pas conscience du poids économique et social du commerce de proximité dans les régions. Une large majorité d'entre eux partage le sentiment d'être isolée et de ne pas trouver dans les gouvernants un allié à la hauteur de leurs espérances : 75% des commerçants ne se sentent pas écoutés, estiment que le gouvernement et les collectivités ne répondent ni à leurs besoins, ni à leurs attentes et ne favorisent pas le développement des commerces de proximité en France.

« Nous déplorons le décalage persistant entre l'énorme poids économique que représente le commerce de proximité en France et le manque de considération notable des pouvoirs publics envers ces acteurs clés de notre société » commente Michel Clerc, directeur général de Médicis.

« Les commerçants sont les éternels oubliés de nos gouvernants. Alors qu'ils bénéficient d'une image positive auprès du grand public, ils souffrent d'un manque de considération et de soutien des politiques pour maintenir et créer de l'emploi et rester un véritable acteur du lien social » conclut-il.

A propos de Médicis :

Avec 163 500 adhérents commerçants, artisans et chefs d'entreprise indépendants, Médicis est la première structure représentative de cette catégorie professionnelle. Gérée elle-même par un Conseil d'administration composé exclusivement de travailleurs indépendants, elle est le reflet de leurs aspirations et problématiques et souhaite à ce titre faire entendre leur voix.

Mutuelle de retraite, Médicis (ex Organic complémentaire) se consacre depuis plus de 30 ans à proposer une épargne retraite performante aux indépendants afin de compléter leur régime obligatoire de retraite.

www.mutuelle-medicis.com

Méthodologie de l'enquête :

- 1) Echantillon de 802 commerçants, représentatif de l'ensemble des secteurs d'activité. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (taille d'entreprise, secteur d'activité) après stratification par région. Les interviews ont eu lieu par téléphone du 26 janvier au 2 février 2010 sur le lieu de travail des personnes interrogées.



- 2) Echantillon de 959 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone du 28 au 29 janvier 2010 au domicile des personnes interrogées.

Contacts presse

RUMEUR PUBLIQUE	Médicis	Ifop
Stéphanie Muthélet 01 55 74 52 28 – stephanie@rumeurpublique.fr	Isabelle Augaudy Directeur relation client, marketing et développement iaugaudy@mutuelle- medicis.com	Frédéric Micheau Directeur Adjoint - Département Opinion et Stratégies d'Entreprise 01 45 84 14 44 frederic.micheau@ifop.com
Pauline Florentin 01 55 74 52 10 – pauline@rumeurpublique.fr		
Elodie Bailly 01 55 74 52 32 – elodie@rumeurpublique.fr		